
Abraham Rozenkier:
*"La recherche de solutions impose les
relations avec l'adversaire"*

Régine Dhoquois-Cohen

A la veille de la reprise des négociations israélo-palestiniennes et israélo-arabes à Washington, Abraham Rozenkier, représentant des partis israéliens Mapam et Meretz en Europe, s'est longuement entretenu à Paris avec Régine Dhoquois-Cohen de la teneur et des perspectives qu'offrent ces négociations en cette étape du processus de paix.

— Quelle est la position du Mapam et du Meretz notamment sur le problème de l'autonomie des territoires qui est un enjeu tout à fait important de ces négociations?

Les Palestiniens sont partiellement bloqués et j'espère que lors de la prochaine rencontre va se dégager enfin une perspective politique concrète qui va permettre de mettre en place les structures de gestion et d'auto-organisation de l'autonomie des Territoires, qui est une étape transitoire importante et indispensable dans la perspective d'une des définitions du statut définitif de ces territoires. C'est à dire que ce n'est qu'après cette période transitoire intérimaire de quelques années que sera décidé l'avenir des territoires. Le Mapam et les Palestiniens aspirent à une entité nationale palestinienne, qu'il s'agisse d'un Etat indépendant, d'une fédération avec la Jordanie, ou d'une confédération avec elle, peu importe. C'est le problème des Palestiniens avant tout, pour peu qu'ils respectent le traité de paix qui sera, à ce moment là, signé avec Israël. Il faut donc voir les choses dans une évolution historique, dans une évolution par étapes, et l'étape actuelle c'est cette période transitoire. Et je crois qu'il est extrêmement urgent de la mettre en marche parce que, plus tôt on commencera, et plus tôt on arrivera vers cette étape ultérieure à laquelle tout le monde aspire, et qui seule pourra mettre fin à un conflit qui n'a que trop duré, à cette "guerre de cent ans" entre Israéliens et Palestiniens. Le problème, c'est que les dissensions internes au sein du

monde palestinien, entraînent une certaine surenchère parce qu'on sait toujours que, quand il y a des dissensions, quand il y a des craintes, les modérés ont toujours tendance à s'aligner sur les extrémistes. Alors, il faut bien voir les choses, et c'est vrai qu'elles ne sont pas simples. Il y a des tensions entre les Palestiniens de l'intérieur et l'OLP de Tunis qui a perdu en partie le monopole de la représentation palestinienne aux yeux du monde ; je n'en donnerai qu'un exemple: tout le monde a entendu parler de Mme Hanane Asharoui qui est le porte parole de la délégation palestinienne, et peu de gens à l'extérieur savent qui est le porte parole de l'OLP, parce qu'il y a une prédominance de la délégation palestinienne sur la scène internationale. C'est elle qui mène les négociations, qui en partie prépare les papiers qui sont débattus avec les Israéliens. Il y a des tensions donc entre les Palestiniens de l'intérieur et l'OLP, même si l'OLP fait des efforts pour essayer de montrer que c'est lui qui politiquement détermine l'activité de cette délégation. Il y a des contradictions et des dissensions dangereuses entre le Fatah d'une part et Hamas et le Front du refus, qui aujourd'hui s'est unifié pour lutter contre ces négociations de paix. Il y a des dissensions avec l'Arabie Saoudite qui ne voyait pas d'un bon oeil le rapprochement entre les Palestiniens et la Jordanie. Il y a donc une série de vecteurs contradictoires qui traversent le monde palestinien, et qui font qu'ils se sont un peu trop limités à des questions de procédure. En fin de compte, on ne peut pas envisager pour la négociation un meilleur gouvernement que celui de Rabin avec le soutien de la gauche israélienne, même si on peut faire des critiques et qu'on pourrait espérer plus, je dirai que les gestes de bonne volonté de Rabin au départ n'ont pas été des gestes démagogiques, c'était des gestes réellement destinés à créer une meilleure atmosphère pour ouvrir ces négociations. Ce dont il s'agit en fait, c'est de mettre en place les futurs ministères du futur Etat palestinien. Les ministères dont on parle, qu'il s'agisse du ministère du travail, de la construction, des transports, de celui qui s'occupera des municipalités, des syndicats, en fin de compte et, cela après des élections nationales dans l'ensemble des territoires occupés, il s'agit de mettre en place les embryons des ministères de l'Etat de demain. Et donc plus tôt on commencera sans chercher à ergoter sur les détails, plus tôt on créera ce processus qui va susciter un sentiment de confiance et qui, peut-être, débouchera sur des choses qui aujourd'hui semblent impossibles. Donc, je crois que l'intérêt des Palestiniens c'est d'avancer vite dans ces négociations et de ne pas rater encore une fois le train de l'histoire.

— *Le blocage, d'après vous, viendrait plutôt des Palestiniens ?*

Je crois que cette fois le blocage vient des dissensions internes palestiniennes, des craintes des Palestiniens d'avoir été un peu lâchés par les Syriens, ce qui est tout de même étonnant de la part des Palestiniens qui savent très bien que ce n'est pas ni la première ni la dernière fois que

cela se passera. Et de ne pas comprendre que de toutes façons un accord ou une percée, ou une avancée avec un pays arabe n'ira pas à l'encontre de leurs intérêts, mais au contraire sera partie prenante de l'ensemble du processus. On le voit aujourd'hui, l'accord qui existe entre Israël et les Égyptiens est positif dans la mesure où les Égyptiens aujourd'hui peuvent jouer un rôle d'intermédiaires, pour essayer de mettre leur bonne volonté au service du processus de paix, dans l'intérêt des peuples de la région. Et plus tôt cela se fera, et mieux cela vaudra pour tout le monde. Il ne faut pas oublier que la situation des Palestiniens est dramatique, sur le plan économique, sur le plan social, que cette occupation est proprement insupportable, autant aux Palestiniens qu'aux Israéliens, et qu'ils ne veulent pas vivre dans cette situation d'occupants. Et que par conséquent au lieu de demander à l'avance des grandes déclarations de principe, il s'agit concrètement de mettre en application les modalités de cette période intérimaire. Et je crois qu'il est possible d'arriver très vite à un accord sur la plupart des grandes questions.

— *Est-ce que cela veut dire qu'au sein du gouvernement actuel il n'y pas du tout de désaccord entre le parti travailliste, et la gauche, le Meretz ?*

Je dirai qu'il y a toujours des divergences: le Meretz est prêt à accepter d'une part la négociation avec l'OLP sans se cacher derrière un quelconque parapluie, ce qu'aujourd'hui le gouvernement de Rabin ne peut pas faire, tant qu'il n'aura pas aboli la loi qui interdit les relations avec l'OLP, dans le cadre de discussions de paix, ce qu'il a l'intention de faire, et là aussi plus tôt cela se fera, mieux cela vaudra. D'une part ce sera mettre fin à une situation hypocrite, puisqu'on sait très bien que la délégation palestinienne coordonne ses actions, ses déclarations avec l'OLP, et que par conséquent, c'est se voiler la face inutilement, et d'autre part c'est absurde du point de vue politique et moral dans la mesure où il est tout à fait justifié d'avoir des relations avec ses adversaires pour essayer de les convaincre d'arriver à un accord dans l'intérêt des peuples de la région, et de pouvoir mettre l'accent non pas sur le prix à payer pour la paix, mais sur les avantages de la paix. Qu'est ce que la paix amènera à cette région, comment elle pourra transformer cette région au lieu constamment de mettre l'accent sur ce à quoi on doit renoncer pour arriver au prix de la paix. Donc il y a des divergences par rapport à l'attitude aujourd'hui à l'égard de l'OLP, il y a des divergences vis à vis de l'évolution ultérieure dans la mesure où le Meretz est prêt à accepter l'idée d'un Etat palestinien, ou d'une fédération, alors que les travaillistes aujourd'hui ne se sont pas encore faits à l'idée d'un Etat indépendant, préférant que s'instaure une sorte de confédération entre la partie de Cisjordanie qui serait restituée, et la Transjordanie, ce qui effectivement pourrait de notre point de vue avoir un certain nombre d'avantages, mais encore une fois est du ressort exclusif des Palestiniens. Et on aura beau

expliquer qu'il serait peut-être préférable dans cette perspective de démilitariser une partie du futur Etat pendant un certain nombre d'années, dans une perspective de résolution des problèmes des réfugiés, dans la perspective de relations économiques, politiques et historiques naturelles entre les deux rives du Jourdain. Mais cela, c'est aux Palestiniens eux-mêmes de voir si ces arguments là sont compatibles avec leur vision des choses. Et ce n'est pas aux Israéliens de leur imposer de l'extérieur. Donc, de ce point de vue là le Meretz est prêt à respecter la décision des Palestiniens, dans la mesure, bien sûr, où ils respecteront l'accord de paix qui aura été signé avec l'Etat d'Israël. Alors que les travaillistes auraient une tendance à vouloir limiter les possibilités de choix des Palestiniens. Il y a certainement des divergences qui pourraient éventuellement apparaître dans le cadre de négociations. Mais, disons que globalement le Meretz est solidaire de l'action du gouvernement d'Israël aujourd'hui, et de sa velléité affirmée, d'arriver rapidement à un accord de paix. Le fait est que Rabin n'a pas hésité, à propos du Golan, à s'attirer les foudres d'une partie de l'opinion publique bien plus tôt qu'il ne le pensait, en déclarant d'emblée que les résolutions 242 et 338 s'appliquaient au plateau du Golan, qu'il était prêt à un échange de territoire pour la paix, donc à une ouverture qui se démarquait très nettement du gouvernement précédent, et ce avant qu'il ait eu le temps de s'asseoir, de s'installer, parce qu'il faut bien en avoir conscience, cet accord de paix, ce n'est pas un cadeau qu'Israël pourrait faire à qui que ce soit, c'est un cadeau royal qu'il se fait à lui-même pour pouvoir être en mesure de résoudre ses problèmes économiques, politiques et moraux. Pour les gens du Meretz, la création de l'Etat d'Israël a été la volonté de permettre aux juifs d'être le sujet de leur histoire, de cesser d'être un objet de l'histoire des nations, mais en aucun cas d'être en situation d'opresseurs: il ne s'agissait pas, en se libérant, de priver un autre peuple. Et donc cette situation d'occupation est proprement insupportable. C'est, pour nous, une nécessité et un besoin autant que pour les Palestiniens de mettre fin à cette situation contre nature.

— *Quels sont les obstacles au vote de la loi interdisant les contacts avec l'OLP ? Il semblait que c'était bien parti....*

C'est bien parti, dans la mesure où le ministre de la Justice, a commencé les démarches et la formulation du projet de loi gouvernemental. C'est une question de conjoncture. Il faut voir que finalement, le principal partenaire c'est l'opinion publique israélienne. C'est elle qu'il faut convaincre que les Palestiniens ont changé, et que les Palestiniens ce n'est pas Yasser Arafat embrassant Saddam Hussein, qu'il y a une évolution profonde qui s'est faite depuis la conférence d'Alger et qu'il y a désormais avec qui parler, de quoi parler pour peu qu'on veuille parler. Et donc le problème c'est de convaincre l'opinion publique que quelque chose a évolué. Effectivement, au moment où il y

a une recrudescence de la violence, ou du terrorisme en Israël à l'égard de populations civiles, c'est une conjoncture qui est peu adéquate pour faire passer cette loi, parce que de toutes façons il faudra le soutien non seulement de la gauche et non seulement le soutien des communistes, mais il faudra le soutien d'un ou deux partis religieux, et que même si eux veulent privilégier leur participation au gouvernement, et mettent l'accent sur la nécessité d'arriver à la paix dans leur acception religieuse, dans la mesure où sauver des vies humaines est peut être même préférable au maintien d'une occupation, ils ne pourront le faire que dans la mesure où ils auront l'impression de ne pas être désavoués par leur propre opinion publique. Là je crois que c'est beaucoup plus une question de conjoncture. Il faut attendre le moment favorable pour la faire passer, parce qu'il n'y aura pas une majorité écrasante, et que ce serait donc une erreur d'amener la loi, alors que l'on n'est pas sûr d'avoir le quota requis pour la faire passer. Mais je pense que c'est une question de quelques mois au maximum.

— *Tout à l'heure vous parliez d'élections dans les territoires occupés ; est-ce que vous pensez vraiment qu'il peut y avoir des élections libres dans un pays occupé ?*

Je pense non seulement qu'il peut, mais qu'il doit y avoir des élections libres, sinon ces élections ne seraient qu'une mascarade et n'auraient aucun sens. Et c'est de cela qu'il faut négocier, c'est pour cela qu'il faut aller à la table des négociations, pas pour parler de ce qui se passera dans trois, quatre ou cinq ans, mais pour parler de ce qui va se passer demain. Ce que le Mapam et le Meretz acceptent d'ailleurs dans la position palestinienne c'est de dire que les Palestiniens sont tout à fait en droit de s'opposer à des décisions qui pourraient faire barrage ou créer un obstacle insurmontable à une évolution de la solution vers le choix préférentiel des Palestiniens. Les Palestiniens peuvent très bien dire: nous n'acceptons pas telle ou telle disposition, telle ou telle proposition, parce qu'à terme, cette proposition là peut rendre notre espoir caduc, ou peut créer tel obstacle à ce à quoi nous aspirons aujourd'hui. C'est à dire qu'ils peuvent tout à fait refuser des dispositions actuelles qui vont s'avérer demain contre-productives. Ça oui, mais encore une fois, pour en revenir à la question des élections, cela implique que d'une part il y ait un retrait pendant au moins une certaine période des troupes israéliennes des grandes villes et que se négocie le cantonnement des troupes israéliennes dans certaines régions bien précises qui n'aurait pas d'influence sur le déroulement des élections. D'autre part, cela implique que soit permise une liberté politique d'expression des partis et des candidats pour mener leur bataille électorale. Cela implique qu'il y ait une délégation internationale, qu'elle soit de l'ONU, de l'Europe ou une commission mixte américano-européenne. Ce sont des choses dont ils faut discuter.

Je pense qu'effectivement l'idée d'élections libres dans les faits, mais

vues et perçues par l'opinion publique internationale comme étant telles, c'est quelque chose qui me paraît indispensable, d'où la nécessité d'une délégation internationale qui confirmera que les choses se sont déroulées comme il le faut. C'est tout à fait possible; cela s'est fait dans de nombreux endroits à différentes périodes; il n'y a pas de raison que cela ne puisse pas se faire, c'est quelque chose qu'il faut négocier point par point. Quel type d'élections? Qui aura le droit de vote ? Pendant combien de temps cette campagne électorale va durer ? Quelles seront les garanties des différents candidats? Ou se trouvera l'armée israélienne? Quel sera le statut de cette commission internationale? etc... Ce sont tous les points qu'il faut négocier pour pouvoir justement mettre en pratique ces élections qui devront désigner les représentants palestiniens à la tête de ces différents départements et de ces différents ministères. C'est peut-être aussi ce qui inquiète en partie certains dirigeants palestiniens qui voient là une sorte de multiplication des leaders possibles pour la future Palestine de demain. D'une part, les dirigeants historiques de l'OLP de Tunis, d'autre part l'ensemble des cadres issus de l'Intifada, qui sont des économistes, des universitaires, des syndicalistes, des financiers, des entrepreneurs, des personnalités politiques connues... Je veux dire qu'il y a une multitude de gens avec qui on s'est familiarisé, et puis ceux qui demain pourront être élus légalement, légitimement, à l'issue d'élections, et c'est peut-être cela qui inquiète et qui fait qu'on fait un peu traîner les choses par crainte de la mise en place de ces futurs candidats. A tel point que dans la revue théorique "Projets stratégiques", revue créée par Sari Nusseibeh dans les Territoires a été publié il n'y a pas longtemps un grand article qui s'intitulait "Qui seront les cadres de la future Palestine de demain"? Pour les néophytes, aussi surprenant que cela puisse paraître, l'OLP n'était pas le candidat naturel; on parlait bien sûr du rôle que pourraient jouer certains leaders historiques mais qui seraient concurrencés par les cadres issus de l'Intifada ou ceux qui auront donc obtenu leur légitimité par leur contribution au processus de paix, dans la mesure où les Palestiniens des Territoires qui côtoient quotidiennement les Israéliens très souvent de façon conflictuelle et pénible, et qui les connaissent donc très bien, disent qu'ils connaissent mieux les Israéliens que les Palestiniens de l'extérieur. Ils se pensent mieux armés pour mener les discussions, notamment ceux qui auront reçu leur légitimité de leur contribution aux pourparlers de paix. Ça fait donc un forum relativement plus important que les quelques noms auxquels on était habitué il y a seulement quelques années. Il ne faut pas se leurrer, cela dérange pas mal de gens, sans compter bien entendu toutes les ingérences venant des pays arabes en fonction de leurs propres intérêts, de leurs propres calendriers. Je crois qu'il faudrait que les Palestiniens soient à même de trancher, à même de prendre des responsabilités, et de s'engager fermement sur le chemin de la paix, sans regarder derrière soi

et obtenir le meilleur, le maximum pour leur propre peuple. Et je crois que c'est aujourd'hui que l'on est dans une situation où cela est vraiment possible.

— *Les Palestiniens estiment que l'autonomie qui leur est concédée est insuffisante et fait échapper à leur pouvoir des décisions fondamentales. Qu'en pensez-vous?*

Encore une fois, là aussi, ce sont toujours des déclarations d'ouverture, dans la mesure où il n'y a pas de réelles négociations sur le dossier. Pour l'instant on ne sait pas si ce sont des positions qui sont acceptables ou non de part et d'autre. Cette situation ne pourra pas se débloquer par un tour de passe-passe magique, du jour au lendemain. En fait, c'est tous les domaines de la vie politique, économique, culturelle, éducative, sociale, à l'exception de la défense, et à l'exception des relations étrangères, qui effectivement est la quintessence du pouvoir étatique. Je crois que c'est quelque chose que les Palestiniens devront et pourront accepter dans la mesure où la question qu'ils peuvent poser c'est que ces deux domaines là ne soient pas *ad eternam* exclus. Ces deux ministères ne peuvent pas aujourd'hui être négociés pendant cette période transitoire. Là peut s'appliquer le concept que j'avais évoqué tout à l'heure, c'est à dire que rien ne soit fait ou décidé dans ces deux domaines si cela empêche ultérieurement les Palestiniens de prendre ces domaines là entre leurs mains et d'en tirer toutes les rênes. C'est de cela qu'il est question et c'est cela qui doit être précisé dans la négociation entre les Israéliens et les Palestiniens. Donc, plutôt que d'essayer d'imposer le futur dans une étape présente, il faut essayer dans l'étape actuelle que puisse se réaliser, que puisse germer, que puisse se développer l'avenir que les Palestiniens envisagent. Donc, c'est cela dont il doit être question, et cela ne peut se faire qu'autour d'une table de négociation.

— *Dans une interview parue dans Le Monde du 13 octobre 1992, M. Y. Leibovitz disait qu'il craignait que M. Rabin manque de courage pour discuter directement avec l'OLP et M. Arafat. Qu'en pensez-vous?*

Il y a une volonté déterminante de la part d'Israël de faire évoluer les choses et de les faire évoluer rapidement.

*Entretien conduit par
Régine Dhoquois-Cohen*